

Banlieues : une économie de rente en révolte



Article rédigé par *Polémia*, le 03 juillet 2023

Source [Polémia] : La France a subi une quatrième nuit d'émeutes ultra-violentes. Pour mieux comprendre la situation, nous republions pour nos lecteurs un texte datant de 2005 à propos des émeutes de cette même année. Bien entendu, en 18 ans, la situation a dramatiquement empiré.

Les violences urbaines et les émeutes ethniques de la Toussaint, ou plutôt du ramadan 2005, ont jusqu'ici fait l'objet de la part des autorités politiques et médiatiques d'un double traitement sémantique à base de « fermeté et de justice ».

Quelques mois de prison ferme d'un côté pour les émeutiers, des torrents d'eau de rose pour les habitants des cités, de l'autre. Mais la réalité des banlieues est complexe : il n'y a pas d'un côté des petites minorités aussi oisives qu'agressives, de l'autre une masse de travailleurs désireux de s'intégrer ; malheureusement, il y a aussi une partie importante de la population des cités qui s'est installée dans une économie de rentes : rente des trafics, rente des activités parallèles, rente sociale, rente des services publics, rente d'emplois, rente idéologique.

Explications.

1. La rente des trafics

La première opinion qui court sur les banlieues consiste à opposer populations tranquilles et jeunes délinquants, et, au sein de ceux-ci, à distinguer les « petits délinquants » des « gros trafiquants ». La réalité est autre : c'est la connexion du business entre les gros trafiquants et les petits délinquants – qui servent de vigies et de passeurs aux premiers – et le fait que le bénéfice des trafics, gros ou petits, profite à une partie importante de la population des cités en termes de redistribution des revenus, dans les cercles familiaux et claniques, des emplois à partir des entreprises et des commerces créés avec l'argent des trafics, sans même parler des aumônes versées à certains imams qui permettent le développement d'un islamisme militant et souvent radical.

Les trafics d'ailleurs, ce ne sont pas seulement les trafics de drogue, ce sont aussi les trafics de cigarettes, les trafics de jeux, le racket et les vols avec ou sans violence : chacun trouvant ensuite son intérêt à acquérir – à bon marché – auprès des receleurs les biens de consommation du monde moderne pour soi-même et ses proches ou pour en faire bénéficier le pays d'origine à l'occasion des vacances d'été : les véhicules lourdement chargés qui prennent en juillet la route du Sud ne transportent pas uniquement des objets payés avec factures...

Certes, il serait injuste de dire que 100 % d'une cité vit ainsi ; mais il est parfaitement illusoire de faire semblant de croire que cela ne concerne que quelques pour cent des habitants des cités les plus chaudes.

De ce point de vue, ce qui est à l'origine des émeutes, ce ne sont pas, contrairement à ce qui est répété en boucle, les expressions vigoureuses de Nicolas Sarkozy, c'est la création et la réussite des GIR, c'est aussi la volonté de renforcer le dispositif policier sur le terrain : ce n'est sûrement pas un simple hasard si les émeutes coïncident avec l'implantation dans les banlieues les plus difficiles de 17 compagnies de CRS et de 7 escadrons de gendarmerie ; c'est la réaction de tous ceux qui ne veulent pas risquer de voir se réduire les zones de non-droit.

Derrière les petits émeutiers, l'enjeu de la bataille c'est donc la défense des trafics par tous ceux qui en profitent et pas seulement les caïds.

[Lire la suite](#)

03/07/2023 01:00